

# Procès-verbal Réunion du Conseil Municipal en date du 02 juillet 2019

## Séance n° 2019\_06



Le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye s'est réuni le 02 juillet deux mille dix-neuf, à vingt heures trente, en séance ordinaire, avec l'ordre du jour suivant :

### ORDRE DU JOUR :

---

- Désignation coordonnateur communal recensement 2020
- Modification temporaire du lieu de célébration d'un mariage
- Renouvellement Parcours Emploi Compétence
- Recrutement d'un service civique pour les temps périscolaires
- Convention pour l'installation d'un abri bus sur un domaine privé
- Convention d'occupation d'une salle par le réseau santé social
- Convention d'occupation d'une salle par une thérapeute familiale
- Règlement intérieur du Vox
- Nouveau tarif Vox pour les résidences
- Tarifs spectacles saison culturelle 2019/2020
- Choix du prestataire marché voirie 2019
- Choix du prestataire marché terrain multisports
- Demande de subvention CAF terrain multisports
- Avenant marché de restauration scolaire
- Prise en charge des frais de gardiennage MUSICOLAC
- Participation au renforcement du réseau électrique
- Acceptation d'un don
- Cession tondeuse
- Assistance maîtrise d'ouvrage salle Courade
- Procès-verbaux de mise à disposition à la CCB des LACS et de l'ALSH
- Clôture de la régie transport scolaire



Présents : (12) Mme Murielle PICQ (Maire), M. Daniel DEBET (1<sup>er</sup> Adjoint), Mme Stéphanie BAUDE (2<sup>ème</sup> Adjoint), M. Bernard GRIMEE (3<sup>ème</sup> Adjoint), Mme Michèle BILLIER (4<sup>ème</sup> Adjoint), Mmes Marie-Claude BELLUE, Valérie CHAMBOUNAUD, Géraldine VIRUMBRALES, MM. Thomas BERLINGER, François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Francis VITRAS.

Absents excusés : (7) Mmes Odette ANCELOT, Valérie BERLEMONT, Irène FIORAZZO, MM. Eric GOUDONNET (ayant donné pouvoir à Mme PICQ), Bruno LESCENE (ayant donné pouvoir à M. CADUSSEAU), David RAYMOND, Emmanuel MOULIN.

Mme Géraldine VIRUMBRALES est désignée Secrétaire de séance.

Le compte rendu du conseil municipal du 28 mai 2019, soumis au vote, est approuvé par l'ensemble des élus.



## **Information des décisions prises en application de l'article L. 2122.22**

### **Du Code Général des Collectivités Territoriales**

Madame le Maire expose à l'Assemblée ce qui suit :

Vu l'article L. 2122- du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la délégation accordée à Madame le Maire par délibération du Conseil Municipal N° 20140401 en date du 11 avril 2014

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Madame le Maire en vertu de cette délégation

Le Conseil Municipal prend note des décisions suivantes :

<b>Numéro de décision</b>	<b>Date</b>	<b>Objet</b>
<b>ARRETES</b>		
2019-050	27/05/2019	Arrêté réglementant le stationnement sur le parking Courade lors du vide grenier de l'APE
2019-051	27/05/2019	Arrêté réglementant le stationnement et la circulation lors de la manifestation de l'ADECAV
2019-052	29/05/2019	Arrêté réglementant le stationnement pendant les travaux d'implantation d'une armoire télécom
2019-053	04/06/2019	Arrêté DP 033 382 19 J0015 portant sur le détachement d'un lot
2019-054	06/06/2019	Arrêté PC 033 382 19 J0004 M1 portant sur la surélévation d'un garage
2019-055	11/06/2019	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement lieudit Rabut
2019-056	11/06/2019	Arrêté réglementant le stationnement et la circulation lors de la kermesse de l'école
2019-057	12/06/2019	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement lieudit Les Places Sud
2019-058	19/06/2019	Arrêté DECI
2019-059	19/06/2019	Arrêté réglementant le stationnement et la circulation sur le parking attenant aux terrains de tennis lors du gala de danse
2019-060	14/06/2019	Arrêté PC 033 382 19 J0004 portant sur la construction d'un abri voiture
2019-061	13/06/2019	Arrêté portant réglementation de la baignade sur le site du moulin blanc
2019-062	26/06/2019	Arrêté réglementant la circulation donnant accès au site de l'association Califourchon
2019-063	26/06/2019	Arrêté réglementant la circulation donnant accès au parking des lacs du moulin blanc pour la manifestation Musicolac
<b>DECISIONS</b>		
	27/05/2019	Signature d'un devis de la société GUIMAUD pour la levée des observations à l'école maternelle (1 686,96€)

	31/05/2019	Signature d'un devis de Sud-Ouest pour la parution de l'appel d'offres Terrain multisports (249,84€)
	06/06/2019	Signature d'un bon de commande pour l'isolation des combles de l'école (6 449,40€)
	13/06/2019	Signature d'un devis de la société Transhorizon pour un transport scolaire à destination de Montlieu (464,00€)
	18/06/2019	Signature d'un devis de la société Frans Bonhomme pour la fourniture de tubes annelés, regards et dalles (4 891,39€)
	13/06/2019	Signature d'un devis de la société Codexia pour la réorganisation des archives (10 260,00€)
	19/06/2019	Signature d'un devis de la société Chambon pour une visite de contrôle du tracto pelle (2 201,53€)
	19/06/2019	Signature d'un devis d'Acrocs productions pour un conte à la bibliothèque (800,00€)
	25/06/2019	Signature d'un devis de la société Transhorizon pour une sortie scolaire à destination de St Girons d'Aiguevives (60,00€)
	26/06/2019	Signature d'un devis de la Nrelec pour les travaux de modification de l'installation électrique de l'accueil Mairie (1 495,32€)



**Délibération n° 20190207-01 – Désignation du coordonnateur communal du recensement de la population et fixant la rémunération des agents enquêteurs.**

Vu le code général des collectivités locales,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1973 sur l'informatique, les fichiers et les libertés,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (notamment son titre V, articles 156 à 158),

Vu le décret en Conseil d'Etat n° 2003-485 du 5 juin 2003, modifié définissant les modalités d'application du titre V de la Loi n°2002-276,

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 modifié, fixant l'année de recensement pour chaque commune,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale,

Vu l'avis de la commission finances réunie le 25 juin 2019,

Considérant que la collectivité doit organiser pour l'année 2020, les opérations de recensement de la population.

Considérant qu'il convient de désigner un coordonnateur de l'enquête de recensement.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide

**Article 1 : Désignation du coordonnateur.**

- Madame Le Maire désigne, Mme Virginie COURRET en tant que coordonnateur communal afin de mener l'enquête de recensement pour l'année 2020.

L'intéressée désignée bénéficiera pour l'exercice de cette activité :

- de récupération du temps supplémentaire effectué.

**Article 2 : Exécution.**

**CHARGE**, Madame Le Maire, de la mise en œuvre de la présente décision.

VOTE :            Pour : 14            Contre : 0            Abstention : 0



***Délibération n° 20190207-02– MODIFICATION TEMPORAIRE DU LIEU DE CELEBRATION D'UN MARIAGE***

Vu le Code Civil, notamment l'article 75,

Vu la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI<sup>e</sup> siècle, notamment l'article 49

Vu le décret 2017-270 du 1<sup>er</sup> mars 2017 relatif au lieu de célébration des mariages,

Vu le Code Général des collectivités territoriales, notamment les articles R. 2122-10 et R.2122-11,

Vu le courrier de M. Le Procureur de la République du TGI de Libourne datée du 1<sup>er</sup> avril 2019, autorisant la célébration d'un mariage sur l'espace vert jouxtant la salle des mariages ainsi que le déplacement des registres nécessaires à la célébration,

Considérant la demande de M. et Mme PROUST/HERAIBI de célébrer leur mariage sur l'espace vert jouxtant la salle des mariages,

Pour ce motif, il est envisagé de célébrer le mariage PROUST/HERAIBI le 06 juillet 2019 sur l'espace vert jouxtant la salle des mariages.

Madame Le Maire sollicite l'autorisation de célébrer le mariage PROUST/HERAIBI le 06 juillet 2019 sur l'espace vert jouxtant la salle des mariages.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré,

Autorise Madame Le Maire à célébrer à titre exceptionnel le mariage PROUST/HERAIBI le 06 juillet 2019 sur l'espace vert jouxtant la salle des mariages et à y transporter les registres nécessaires à la célébration.

VOTE :            Pour : 14            Contre : 0            Abstention :



**Délibération n° 20190207-03 — Renouvellement d'un poste d'adjoint technique dans le cadre du dispositif. Contrat Unique d'Insertion (CUI) – Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) – Parcours Emploi Compétences (PEC)**

*Discussion : Mme CHAMBOUNAUD rappelle qu'elle avait rencontré les agents des services techniques et que ces derniers étaient favorables au renouvellement du PEC. Elle avait également fait un point sur le rôle des encadrants.*

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 20181207-09 en date du 12 juillet 2018 ;

Vu l'avis de la commission finances, personnel réunie le 25 juin 2019 ;

Actuellement au service technique, un agent est embauché via un Contrat Parcours Emploi Compétences, qui arrive à échéance au 31 juillet 2019 et considérant que cet agent donne satisfaction. A ce jour les textes prévoient que cet agent, compte tenu de son âge, peut continuer à être éligible aux contrats aidés.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de renouveler un Contrat Parcours Emploi Compétences, affecté au service technique, à temps non complet à raison de 20/35<sup>ème</sup>, pour la période du 01 août 2019 au 31 juillet 2020.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, à l'unanimité des membres présents :

- Décide de renouveler un poste d'adjoint technique dans le cadre du dispositif « Parcours Emploi Compétences »
- Précise que la durée hebdomadaire de travail est fixée à 20/35<sup>ème</sup> ;
- Conclut que ce contrat sera établi sur une période d'une année, commençant le 1<sup>er</sup> août 2019 et se terminant le 31 juillet 2020 ;
- Indique que la rémunération sera fixée sur la base du Smic horaire ;
- Autorise Mme le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires avec Pôle Emploi.

VOTE          Pour : 14                  Contre : 0                  Abstention : 0



**Délibération n° 20190207-04 — Autorisation de recours au service civique.**

*Discussion : M. CADUSSEAU demande si la personne recrutée est qualifiée pour encadrer les enfants et si elle détient les compétences requises. Mme Le maire informe le Conseil Municipal que ce dispositif n'est en aucun cas un agent contractuel et qu'à ce titre, il ne sera pas chargé d'encadrement mais apportera un plus en développant certaines animations. Un tuteur sera désigné afin d'accompagner ce service civique. Le recrutement sera opéré en commun avec la mission locale de la Haute Gironde. Mme CHAMBOUNAUD fait part de son expérience en indiquant que ce dispositif est très enrichissant pour les bénéficiaires.*

Le service civique s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans (élargi aux jeunes en situation de handicap jusqu'à 30 ans) sans condition de diplôme qui souhaitent s'engager pour une période de 6 à 12 mois auprès d'un organisme à but non lucratif (association) ou une personne morale de droit public (collectivités locales, établissement public ou services de l'état) pour accomplir une mission d'intérêt général dans un des domaines ciblés par le dispositif.

Les jeunes, bénéficiaires ou appartenant à un foyer bénéficiaire du RSA, ou titulaire d'une bourse de l'enseignement supérieur au titre du 5<sup>e</sup> échelon ou au-delà bénéficient d'une majoration d'indemnité de 107,58 euros par mois.

L'indemnité de Service Civique est entièrement cumulable avec l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) et l'Aide au Logement.

Il s'inscrit dans le code du service national et non pas dans le code du travail.

Le service civique donnera lieu à une indemnité versée directement par l'état au volontaire, ainsi qu'à la prise en charge des coûts afférents à la protection sociale de ce dernier.

Les frais d'alimentation ou de transport pourront être couverts soit par des prestations en nature (accès subventionné à un établissement de restauration collective), soit par le versement d'une indemnité complémentaire de 107,58 euros\* par mois.

Un tuteur doit être désigné au sein de la structure d'accueil. Il sera chargé de préparer et d'accompagner le volontaire dans la réalisation de ses missions.

\* Montant prévu par l'article R121-25 du code du service national (7,43% de l'indice brut 244, Soit au 1er février 2017 : 107,58 €)

Vu la Loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 instaurant le service civique,

Vu le décret n° 2010-485 du 12 mai 2010 et l'instruction ASC-2010-01 du 24 juin 2010 relatifs au service civique,

Vu l'avis de la commission finances, personnel réunie le 25 juin 2019,

Considérant la volonté de la commune de Saint Christoly de Blaye de proposer une mission de service civique pour le service périscolaire dans le cadre de la politique de soutien à l'insertion des jeunes et dans le but de diversifier les missions et proposer de nouvelles animations durant la pause méridienne et périscolaire (sensibilisation au tri, au développement durable...),

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal DECIDE :

Article 1 : de mettre en place le dispositif du service civique au sein de la collectivité à compter du 30 septembre 2019.

Article 2 : d'autoriser Mme Le Maire à signer la convention de service civique avec le volontaire et la convention de mise à disposition auprès d'éventuelles personnes morales.

Article 3 : d'autoriser Mme Le Maire à inscrire les crédits nécessaires pour le versement d'une prestation en nature ou d'une indemnité complémentaire de 107,58 euros\* par mois, pour la prise en charge de frais d'alimentation ou de transport.

VOTE          Pour : 14          Contre : 0          Abstention : 0



**Délibération n° 20190207-05 – Convention de mise à disposition d'un terrain à titre gratuit entre la Commune de Saint-Christoly de Blaye et M. et Mme CORAZZA**

*Discussion : M. VITRAS suggère d'installer un stop à l'endroit où sera implanté l'abri voyageur. La commission étudiera la faisabilité.*

Madame le Maire informe le Conseil Municipal de l'accord de M. et Mme CORAZZA de mettre à disposition à titre gratuit une partie de leur parcelle de terrain cadastrée YI 160 sis lieudit « Levant de l'Aiguille » dont ils sont propriétaires en vue d'implanter un abri-voyageur sur une surface de 8 m².

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

**Valide** la convention de mise à disposition d'un terrain à titre gratuit

**Autorise** Madame le Maire à signer la convention avec M. et Mme CORAZZA, annexée à la présente.

VOTE :          Pour : 14          Contre : 0          Abstention : 0



**Délibération n° 20190207-06 – Réseau Santé Social – Signature d'une convention d'occupation de locaux communaux**

*Discussion : Mme CHAMBOUNAUD demande si le recrutement du coordonnateur de santé a été finalisé. Mme Le Maire précise qu'il est en cours.*

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'il convient de signer une convention d'occupation d'un bureau à l'étage de la mairie par le Réseau Santé Social.

Vu l'avis de la commission finances/personnel réunie le 25 juin 2019,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- autorise Mme Le Maire à signer la convention de mise à disposition dudit local entre la commune et le Réseau Santé Social, ainsi que tous les actes nécessaires,
- approuve les termes de la convention de mise à disposition d'un bureau à l'étage de la mairie, au profit du Réseau Santé Social, telle que présentée par Mme Le Maire,
- dit que cette convention sera conclue jusqu'au 02 juillet 2020 et sera renouvelable par tacite reconduction,
- dit que cette mise à disposition est conclue à titre gracieux.

VOTE                    Pour : 14            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20190207-07 – Thérapeute familiale – Signature d'une convention d'occupation de locaux communaux**

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'il convient de signer une convention d'occupation d'un bureau à l'étage de la mairie par Mme Nathalie DORNACKER thérapeute familiale.

Vu l'avis de la commission finances/personnel réunie le 25 juin 2019,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- autorise Mme Le Maire à signer la convention de mise à disposition dudit local entre la commune et Mme Nathalie DORNACKER thérapeute familiale, ainsi que tous les actes nécessaires,
- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition d'un bureau à l'étage de la mairie, au profit de Mme Nathalie DORNACKER thérapeute familiale, telle que présentée par Mme Le Maire,
- dit que cette convention sera conclue jusqu'au 30 septembre 2019,
- dit que cette mise à disposition est conclue à titre onéreux (50€/mois).

VOTE :                    Pour : 14            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20190207-08 – REGLEMENT INTERIEUR DE LA SALLE VOX**

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2144-3 et l'article L.2212-2 ;

Sur le rapport de Madame le Maire ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- Approuve le règlement intérieur de la salle Vox.

VOTE :                    Pour : 14            Contre : 0            Abstention : 0



*Discussion : Mme BAUDE souhaite savoir si des demandes de résidence sont parvenues en Mairie. Mme Le Maire répond qu'il s'agit d'une expérimentation et que le vote de ces tarifs est une proposition du régisseur. Mme CHAMBOUNAUD interroge Mme Le Maire sur la situation d'une demande de location émanant de Pôle Emploi ou pour l'organisation d'un forum. Mme Le Maire précise que les tarifs sont indiqués dans le tableau annexé. Mme CHAMBOUNAUD dit que si les locations sont payantes pour Pôle Emploi, cet organisme ne viendra plus sur St Christoly de Blaye. Mme Le Maire indique que la collectivité s'adapte et pour preuve, Pôle Emploi a bénéficié du prêt gratuit de la salle des mariages. A ce sujet, Mme CHAMBOUNAUD annonce qu'elle a eu un retour négatif suite à ce prêt de salle et notamment l'absence d'accès internet. Mme Le Maire signale que la demande initiale n'était pas exhaustive. Mme Le Maire demande si les intervenants ont sollicité l'accueil de la Mairie au sujet des prétendues difficultés d'accès à internet. Il y a peut-être eu incompréhension ou malentendu. Des précisions et explications seront demandées à Pôle Emploi.*

Par délibération n° 20151007-02 en date du 07 octobre 2015, le Conseil Municipal avait fixé les tarifs de location pour la salle Courade.

Par délibération n° 201600831-06 en date du 31 août 2016, le Conseil Municipal avait harmonisé les tarifs des locations des salles.

Considérant qu'il y a lieu de fixer des tarifs de location du Vox pour les résidences,

- Décide d'approuver les tarifs des salles communales ;
- Précise que le dit tableau sera annexé à la présente délibération ;

---

Dans la cadre de la saison culturelle 2019/2020 planifiée à la Salle de Spectacles Vox, la Mairie de Saint-Christoly de Blaye est organisatrice de plusieurs spectacles :

- 15 novembre 2019 : concert jazz
- 25 janvier 2020 : cinéma comme autrefois
- 21 février 2020 : concert jazz

**1/ spectacle du 15 novembre 2019**

⇒ Tarif unique 10 euros

⇒ Entrée gratuite

⇒ Tarif unique 10 euros

Madame le Maire propose de prévoir des entrées gratuites pour chaque spectacle et demande au Conseil d'en définir le nombre.

- D'acter, pour chaque spectacle, les tarifs ci-dessus mentionnés ;
- De proposer 30 entrées gratuites pour chaque spectacle



- De donner délégation de signature à Mme le Maire pour toutes démarches liées à cette décision.

VOTE :            Pour : 14            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20190207-11 – Marché de voirie 2019 (choix du prestataire).**

*Discussion : Mme BELLUE demande si la société COLAS a été contactée afin de procéder à la reprise des trous apparaissant sur leur dernier chantier. M. DEBET précise que l'entreprise est venue sur place et que des carottages ont été réalisés.*

Madame le Maire rappelle que le Conseil Municipal a décidé pour 2019 d'entreprendre des travaux de voirie et de revêtement.

Le financement de ces opérations a été prévu au budget primitif.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,

Vu la délibération n° 20193004-01 relative au lancement de l'appel d'offres pour les travaux de voirie 2019,

Vu l'avis d'appel public à la concurrence en date du 17 mai 2019 publié au Journal Haute Gironde,

Vu les offres déposées par les sociétés CMR et COLAS et 2MTP,

Considérant que l'offre de la société 2MTP a été remise le 18/06/2019 soit hors délai,

Vu l'avis de la commission finances réunie le 25 juin 2019 pour le choix du prestataire et décidant de retenir l'offre, en fonction des critères de valeur technique et du prix des prestations, à savoir :

Société : COLAS Sud-Ouest

Adresse : Avenue Charles LINDBERGH, 33 694 MERIGNAC

Montant : 88 673,50€HT ; 106 408,20€TTC

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré

**Autorise** Madame Le Maire Le Maire à signer le marché avec la société ci-dessus dénommée.

**Dit** que le montant de la dépense à engager au titre de ce marché sera imputé sur les crédits inscrits au budget de la commune, chapitre 21, article 2151.

VOTE :            Pour : 14            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20190207-12 – Marché pour la fourniture et mise en place d'un city-stade (choix du prestataire).**

*Discussion : Mme BAUDE interroge sur la date de début des travaux. Les travaux devraient débuter en septembre. M. CADUSSEAU aborde le sujet du grillage qui est en mauvais état. Mme Le Maire indique que des aménagements seront réalisés (chemin d'accessibilité et grillage plus bas).*

Madame le Maire rappelle que le Conseil Municipal a décidé pour 2019 d'entreprendre l'installation d'un city-stade.

Le financement de cette opération a été prévu au budget primitif.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,

Vu la délibération n° 20193004-02 relative au lancement de l'appel d'offres pour la fourniture et mise en place d'un city-stade,

Vu l'avis d'appel public à la concurrence en date du 04 juin 2019 publié au Journal Sud-Ouest,

Vu les offres déposées par les sociétés AGORESPACE, ALTRAD et HUSSON INTERNATIONAL,

Vu l'avis de la commission finances réunie le 25 juin 2019 pour le choix du prestataire et décidant de retenir l'offre ainsi que les prestations supplémentaires éventuelles 1, 2, 3 et 4, en fonction des critères de valeur technique et du prix des prestations, à savoir :

Société : HUSSON International

Adresse : Route de l'Europe BP1 68 650 LAPOUTROIE

Montant : 39 824,60€HT / 47 789,52€TTC

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré

**Autorise** Madame Le Maire à signer le marché avec la société ci-dessus dénommée.

**Dit** que le montant de la dépense à engager au titre de ce marché sera imputé sur les crédits inscrits au budget de la commune, chapitre 21, article 2135.

VOTE :            Pour : 13            Contre : 0            Abstention : 1 (Mme Valérie CHAMBOUNAUD)



**Délibération n° 20190207-13– DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES AU TITRE DES AIDES FINANCIERES « FONDS PUBLICS ET TERRITOIRES ».**

La Caisse d'Allocations Familiales est susceptible, dans le cadre du « fonds public et territoire », de financer des actions s'inscrivant dans les axes suivants définis dans la convention d'objectifs et de gestion signée entre la Caisse Nationale d'Allocations Familiales et l'État, pour la période 2018-2022 :

- accueil des enfants en situation de handicap dans les structures et services de droit commun ;
- accès des familles fragiles aux modes d'accueil petite enfance ;
- engagement et participation des enfants et des jeunes ;
- maintien et développement des équipements et services dans des territoires spécifiques ;
- soutien des établissements d'accueil du jeune enfant présentant des fragilités économiques ;
- appui aux démarches innovantes.

La Commune de St Christoly de Blaye mène dans le domaine de la jeunesse, un projet susceptible de bénéficier de ces financements et souhaite solliciter auprès de la CAF, pour 2019, une aide financière sur fonds publics et territoires pour l'implantation d'un terrain multisports qu'elle mettrait en place afin de répondre aux axes ci-dessus définis.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, après avis de la commission finances réunie le 25 juin 2019, d'autoriser Madame Le Maire, à solliciter une aide financière au titre des « fonds publics et territoires » auprès de la Caisse d'Allocations Familiales pour soutenir l'implantation d'un terrain

multisports et renforcer les projets s'inscrivant dans les thèmes définis dans la convention d'objectifs et de gestion signée entre la Caisse Nationale d'Allocations Familiales et l'Etat, pour la période 2018-2022.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré,

Autorise Madame Le Maire, à solliciter une aide financière au titre des « fonds publics et territoires » auprès de la Caisse d'Allocations Familiales pour soutenir l'implantation d'un terrain multisports et renforcer les projets s'inscrivant dans les thèmes définis dans la convention d'objectifs et de gestion signée entre la Caisse Nationale d'Allocations Familiales et l'Etat, pour la période 2018-2022.

VOTE :            Pour : 14            Contre : 0            Abstention : 0



#### **Délibération n° 20190207-14– Avenant au Marché de restauration scolaire.**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,

Vu la délibération n° 20182803-09 relative au lancement de l'appel d'offres pour la restauration scolaire,

Vu la délibération n°20181207-05 relative au choix du prestataire pour le marché de restauration scolaire ;

Considérant que ce marché prend contractuellement fin le 02 septembre 2019 ;

Considérant le Cahier des Clauses Administratives Particulières et notamment l'article 1 portant sur la durée du marché fixée, à un an ferme assortis de deux ans optionnels ;

Considérant que la société L'AQUITAINE DE RESTAURATION, titulaire du marché, donne entière satisfaction ;

Vu l'avis de la commission finances réunie le 25 juin 2019,

Madame Le Maire propose donc de signer un avenant portant sur deux années soit du 02 septembre 2019 au 31 août 2021

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve cet avenant et donne pouvoir au Maire pour signer ce document et effectuer les formalités relatives à cette affaire.

VOTE :            Pour : 14            Contre : 0            Abstention : 0



#### **Délibération n° 20190207-15 – Subvention exceptionnelle Harmonie des Hauts de Gironde**

Considérant l'organisation par l'Harmonie des Hauts de Gironde de l'évènement « MUSIC O LAC ».

Considérant la nécessité de sécuriser cet évènement,

Vu l'avis de la commission finances réunie le 25 juin 2019,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

➤ D'attribuer une subvention exceptionnelle de 150€ au titre de l'année civile 2019 à l'Harmonie des Hauts de Gironde pour sécurisation de l'évènement « MUSIC O LAC » sous réserve de la production d'une facture de gardiennage ;

➤ D'imputer cette dépense à l'article 6574 « Subvention de fonctionnement aux associations et personnes de droit privé » du budget unique 2019.

VOTE :            Pour : 14            Contre : 0            Abstention : 0



#### **Délibération n° 20190207-16 – Prise en charge des frais d'extension de réseau électrique**

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L. 332-15,

Madame le Maire expose qu'une demande de permis de construire, concernant les parcelles n° 229, 232, 233 et 234 section YE située en zone N de la carte communale, appartenant à M. et Mme GRAUX, est en cours d'instruction.

Madame le Maire précise que cette parcelle nécessite une extension de réseau électrique et que la viabilité de ce terrain dépend du cadre législatif en vigueur en matière d'urbanisme.

Considérant que l'extension de réseau est de quatre-vingt mètres et afin que le permis soit accordé, la Commune doit prendre en charge 60% des frais d'extension, conformément aux barèmes d'ENEDIS.

Vu l'avis favorable de la commission finances réunie le 25 juin 2019,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- prend en charge 60% des frais relatifs à l'extension du réseau d'électricité soit 5 005,80€ HT.

- donne tous pouvoirs à Madame le Maire pour effectuer toutes les démarches administratives afférentes à cette affaire.

VOTE :            Pour : 14            Contre : 0            Abstention : 0



#### **Délibération n° 20190207-17 – ACCEPTATION D'UN DON**

Vu l'article L.2242-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant le courrier de M. MERIOCHAUD informant de son souhait de faire un don à la commune d'un montant de 2 000,00€,

Vu l'avis favorable de la commission finances réunie le 25 juin 2019,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

**ACCEPTE** le don de M. MERIOCHAUD d'un montant de 2 000,00€.

VOTE :            Pour : 14            Contre : 0            Abstention : 0



#### **Délibération n° 20190207-18– Cession d'une tondeuse**

*Discussion : M. DEBET précise que la nouvelle tondeuse est opérationnelle mais que pour le moment, un seul agent l'utilise. M. DEBET ajoute qu'il a un acquéreur mais Mme BAUDE demande si l'ensemble des agents de la collectivité ont été interrogés au sujet de l'acquisition de l'ancien tracteur-tondeuse. Les agents susceptibles d'être intéressés seront consultés.*

Le Conseil Municipal,

Vu les articles L.2122-21 et L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'acquisition d'un tracteur-tondeuse

Vu l'avis de la commission finances réunie le 25 juin 2019,

La commune dispose d'une tondeuse autoportée SOLO 576 HYDRO qui ne correspond plus aux besoins actuels,

Considérant que ce matériel vétuste pourrait faire l'objet d'une cession,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- AUTORISE Madame Le Maire à céder la tondeuse à 400€.

- DIT que ce matériel sera sorti de l'actif.

VOTE :            Pour : 14            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20190207-19 – Aménagement salle Courade – recours à une assistance à Maîtrise d'ouvrage**

Vu la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et notamment l'article 7,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment l'article 35 bis relatif à l'obligation d'identifier une équipe de maîtrise d'œuvre chargée de la conception de l'ouvrage et du suivi de sa réalisation,

Vu l'avis des commissions finances/voirie, bâtiments, réunies le 25 juin 2019,

Madame le Maire propose de recourir à une Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour assurer le lancement de l'appel d'offres et le suivi du chantier de l'aménagement de la salle Courade.

En effet, ce recours se justifie par le besoin de compétences spécifiques pour la bonne réalisation de ce projet et le souci de respecter les exigences fortes, notamment en termes d'environnement, d'accessibilité, de réglementation et de sécurité.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye

➤ **Autorise** Mme Le Maire à déclencher une consultation en vue de choisir une Assistance à Maître d'Ouvrage pour assurer le lancement de l'appel d'offres et le suivi du chantier de l'aménagement de la salle Courade

VOTE :            Pour : 14            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20190207-20 – DELIBERATION AUTORISANT LE MAIRE À SIGNER LE PROCES-VERBAL DE MISE À DISPOSITION DES BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES DE LA BASE DE LOISIRS DES LACS DU MOULIN BLANC**

*Discussion : M. BERLINGER ne comprend pas pourquoi la commune doit signaler le site des lacs considérant que la CCB en a la pleine jouissance. Mme Le Maire rappelle que les pouvoirs de police n'ont pas été transférés à la CCB ce qui explique que la voirie reste du domaine communal. Mme CHAMBOUNAUD interroge Mme Le Maire au sujet des dettes et charges de ces équipements. Mme Le Maire précise que l'ensemble des charges sont du ressort de la CCB.*

La présente délibération annule et remplace la délibération n°20170706-01 du 07 juin 2017 portant sur le même objet.

*Vu l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2016 portant extension du périmètre de la communauté de communes de Blaye au 01/01/2017 ;*

*Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2016 portant modifications statutaires de la communauté de communes de Blaye ;*

*Vu l'article L.5211-5 III du code général des collectivités territoriales ;*

*Vu l'article L.1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales ;*

*Vu l'arrêté préfectoral du 05 juin 2018 portant répartition des biens meubles et immeubles acquis ou réalisés par la communauté de communes Latitude Nord Gironde postérieurement au transfert de compétence effectué par la commune de Saint Christoly de Blaye ;*

Madame le Maire expose à l'assemblée que les biens meubles et immeubles suivants figurant aux procès-verbaux joints sont mis à disposition de l'EPCI conformément aux compétences de la Communauté de Communes, à la mise en œuvre des arrêtés préfectoraux et aux dispositions légales.

Aux termes de l'article L.1321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la remise des biens a lieu à titre gratuit. La Communauté de Communes de Blaye bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des obligations du propriétaire. Elle possède tous pouvoirs de gestion.

La Communauté de Communes de Blaye assure le renouvellement des biens mobiliers. Elle peut autoriser l'occupation des biens remis. Elle en perçoit les fruits et produits. Elle agit en justice au lieu et place du propriétaire.

La Communauté de Communes de Blaye ne pourra pas procéder à la vente des biens.

La Communauté de Communes de Blaye bénéficiaire peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens. Une information préalable devra être faite à la Commune qui délivre les autorisations d'urbanisme.

La Communauté de Communes de Blaye bénéficiaire est substituée de plein droit à la Commune propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats relatifs aux biens. Ces contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux éventuels contrats conclus par la Commune n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. C'est la Commune qui informe ce dernier de la substitution. La communauté de communes de Blaye pourra être amenée à rembourser à la commune de Saint Christoly de Blaye, les frais qu'elle aura été obligée de rembourser elle-même à la CC LNG compte tenu des dates effectives de transfert.

En cas de désaffectation des biens, c'est à dire dans le cas où ceux-ci ne seront plus utiles à l'exercice la compétence par la Communauté bénéficiaire, la Commune recouvrera l'ensemble de ses droits et obligations.

Madame le Maire précise que cette mise à disposition doit être constatée par un procès-verbal établi contradictoirement, précisant consistance, situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de l'éventuelle remise en état.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye

- ▲ Approuve les procès-verbaux de mise à disposition des biens ci-joints.
- ▲ Autorise Madame le Maire à signer toutes les pièces afférentes à cette décision.

VOTE :            Pour : 14            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20190207-21 – DELIBERATION AUTORISANT LE MAIRE À SIGNER LE PROCES-VERBAL DE MISE À DISPOSITION DES BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES DE L'ALSH DE SAINT CHRISTOLY DE BLAYE**

*Discussion : L'analyse des besoins et des effectifs est en cours.*

*Vu l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2016 portant extension du périmètre de la communauté de communes de Blaye au 01/01/2017 ;*

*Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2016 portant modifications statutaires de la communauté de communes de Blaye ;*

*Vu l'article L.5211-5 III du code général des collectivités territoriales ;*

*Vu l'article L.1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales ;*

*Vu l'arrêté préfectoral du 05 juin 2018 portant répartition des biens meubles et immeubles acquis ou réalisés par la communauté de communes Latitude Nord Gironde postérieurement au transfert de compétence effectué par la commune de Saint Christoly de Blaye ;*

Madame le Maire expose à l'assemblée que les biens meubles et immeubles suivants figurant aux procès-verbaux joints sont mis à disposition de l'EPCI conformément aux compétences de la Communauté de Communes, à la mise en œuvre des arrêtés préfectoraux et aux dispositions légales.

Aux termes de l'article L.1321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la remise des biens a lieu à titre gratuit. La Communauté de Communes de Blaye bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des obligations du propriétaire. Elle possède tous pouvoirs de gestion.

La Communauté de Communes de Blaye assure le renouvellement des biens mobiliers. Elle peut autoriser l'occupation des biens remis. Elle en perçoit les fruits et produits. Elle agit en justice au lieu et place du propriétaire.

La Communauté de Communes de Blaye ne peut pas procéder à la vente des biens.

La Communauté de Communes de Blaye bénéficiaire peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens. Une information préalable devra être faite à la Commune qui délivre les autorisations d'urbanisme.

La Communauté des Communes de Blaye bénéficiaire est substituée de plein droit à la Commune propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats relatifs aux biens. Ces contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux éventuels contrats conclus par la Commune n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. C'est la Commune qui informe ce dernier de la substitution. La communauté de communes de Blaye pourra être amenée à rembourser à la commune de Saint Christoly de Blaye, les annuités d'emprunt qu'elle aura été obligée de régler à la date d'échéance contractuelle avant le transfert effectif de ces contrats.

En cas de désaffectation des biens, c'est à dire dans le cas où ceux-ci ne seront plus utiles à l'exercice la compétence par la Communauté bénéficiaire, la Commune recouvrera l'ensemble de ses droits et obligations.

Madame le Maire précise que cette mise à disposition doit être constatée par un procès-verbal établi contradictoirement, précisant consistance, situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de l'éventuelle remise en état.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye

- ▲ Approuve les procès-verbaux de mise à disposition des biens ci-joints.
- ▲ Autorise Madame le Maire à signer toutes les pièces afférentes à cette décision.

VOTE :            Pour : 14            Contre : 0            Abstention : 0



#### **Délibération n° 20190207-22- CLOTURE DE LA REGIE TRANSPORT**

Vu le code général des collectivités territoriales en ses articles R 1617-1 à 18 ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, modifiant le code général des collectivités territoriales et complétant le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'instruction ministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu la délibération n°20120903 du 14 septembre 2012 Instituant une régie de recettes transport scolaire ;

Vu la délibération n°20192703-08 du 27 mars 2019 relative à la clôture du budget transport scolaire ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 24 juin 2019 ;

Vu l'avis de la commission finances, personnel réunie le 25 juin 2019,

Madame la Maire demande au Conseil de se prononcer sur la clôture de la régie transport :

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal décide :

**-DE CLOTURER** la régie de recettes transport scolaire. La suppression de cette régie, prendra effet à compter du 02 juillet 2019.

**- DE SUPPRIMER** l'encaisse prévue pour la gestion de la régie dont le montant fixé était de 300€,

**-DIT que** Le maire et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

VOTE :            Pour : 14            Contre : 0            Abstention : 0



#### **QUESTIONS DIVERSES**



- Lors de la manifestation de MUSICOLAC du 06/07/2019, une remise de coupe sera organisée à l'attention de l'USNG
- Cérémonie du 14/07
- La distribution du journal communal interviendra début septembre
- Le secrétariat de mairie sera fermé tous les après-midis du 15/07 au 19/08 ainsi que le vendredi 16/08/2019 toute la journée
- Une DETR à 35% a été accordée pour la réalisation du terrain multisports
- Renouvellement convention régisseur Vox Ecole de musique
- Mme CHAMBOUNAUD demande si la Mairie a autorisé la tenue d'un barbecue sur le trottoir devant le pub. Mme Le Maire répond que non.
- Mme CHAMBOUNAUD informe le Conseil Municipal que des personnes font brûler des végétaux. Mme Le Maire rappelle la réglementation qui peut autoriser par dérogation les propriétaires exploitants viticoles ou forestiers à faire brûler des déchets. Aucune autre autorisation ne peut être délivrée. Le policier municipal est déjà intervenu pour cette problématique.
- Dates prochaines commissions :  
Commission finances : 27/08/2019 à 19h  
Commission d'appel d'offres : 20/08/2019 à 18h30
- Date prochain Conseil Municipal : 04/09/2019 à 20h30

La séance est levée à 22h30

Signatures des Elus Membres du Conseil Municipal	
Séance 2019_06 du 02 juillet 2019	
<u>NOM Prénom et Qualité</u>	<u>Signature</u>
Mme <b>PICQ</b> Murielle, Maire	
M. <b>DEBET</b> Daniel, Premier Adjoint	
Mme <b>BAUDE</b> Stéphanie, Second Adjoint	

M. <b>GRIMEE</b> Bernard, Troisième Adjoint	
Mme <b>BILLIER</b> Michèle, Quatrième Adjoint	
Mme <b>ANCELOT</b> Odette, Conseillère Municipale	<i>Absente</i>
Mme <b>BELLUE</b> Marie-Claude, Conseillère Municipale	
Mme <b>BERLEMONT</b> Valérie, Conseillère Municipale	<i>Absente</i>
M. <b>BERLINGER</b> Thomas, Conseiller Municipal	
M. <b>BERNY</b> François, Conseiller Municipal	
M. <b>CADUSSEAU</b> Bruno, Conseiller Municipal	
Mme <b>CHAMBOUNAUD</b> Valérie, Conseillère Municipale	
Mme <b>FIORAZZO</b> Irène, Conseillère Municipale	<i>Absente</i>
M. <b>GOUDONNET</b> Eric, Conseiller Municipal	<i>Pouvoir à Mme PICQ</i>
M. <b>LESCENE</b> Bruno, Conseiller Municipal	<i>Pouvoir à M. CADUSSEAU</i>

M. <b>MOULIN</b> Emmanuel, Conseiller Municipal	<i>Excusé</i>
M. <b>RAYMOND</b> David, Conseiller Municipal	<i>Absent</i>
M. <b>VITRAS</b> Francis, Conseiller Municipal	
Mme <b>VIRUMBRALES</b> Géraldine, Conseillère Municipale	